

N A T O D I F F U S I O N R E S T R E I N T E

ORIGINAL : ANGLAIS
15 mars 1971

POLADS(71)9/1

MEMORANDUM

Au : Comité politique

Du : Président

Référence : POLADS(71)9

LES EVENEMENTS DE POLOGNE

On trouvera ci-joint un nouveau rapport préparé par le Secrétariat international d'après les indications provenant des débats du Comité politique et d'autres sources d'information du Secrétariat.

(Signé) Jörg KASTL

OTAN
1110 Bruxelles

N A T O D I F F U S I O N R E S T R E I N T E

RESUME

La situation en Pologne est calme mais confuse. Les nouveaux maîtres du pays ont fait, au milieu du mois de février, un pas en arrière sans précédent en annulant les augmentations de prix des denrées alimentaires annoncées au mois de décembre, concession qui est peut-être la dernière qu'ils pourront faire sans risque pour eux-mêmes. Les remaniements apportés au sein de l'équipe dirigeante du Parti et du Gouvernement semblent terminés. L'appareil du Parti dans les provinces a été modifié et d'autres changements vont suivre. Ces changements montrent que Gierek ne fait pas ce qu'il veut ; sa situation personnelle n'est sans doute pas encore consolidée et ne le sera probablement pas avant que soient connues les décisions du Congrès du Parti, prévu pour la fin de l'année 1971. La mise au point de la nouvelle politique économique n'est pas encore terminée mais, selon certaines indications, cette politique s'orientera vers des mesures à long terme en vue d'une répartition rationnelle des ressources qui permettra un meilleur équilibre de l'économie. Les rapports entre l'Eglise et l'Etat semblent s'être améliorés et l'on entrevoit également la possibilité d'une amélioration des rapports entre la Pologne et le Vatican. En ce qui concerne les réactions des pays du Pacte de Varsovie aux événements de Pologne, de nombreux signes indiquent que ces événements ont eu des répercussions profondes en ce sens que plusieurs pays de l'Europe de l'Est ont abaissé les prix des biens de consommation et ont pris d'autres mesures pour améliorer l'image que se fait leur peuple du régime, ce qui montre l'inquiétude que leur causent les événements qui se sont déroulés en Pologne.

SITUATION

1. L'agitation populaire en Pologne a continué à se manifester en février avec des arrêts de travail à Lodz, deuxième ville de Pologne et principal centre d'industrie textile, et avec la menace d'autres arrêts de travail à l'usine de camions d'Ursus, près de Varsovie, dans le complexe pétrochimique de Plock et dans une usine de construction de wagons de chemin de fer à Wroclaw. L'annonce par le gouvernement le 15 février, avec effet du 1er mars, de l'annulation de l'augmentation des prix des denrées alimentaires intervenue en décembre, bien qu'il eut précédemment déclaré que les prix majorés resteraient bloqués pendant deux ans, montre que le peuple polonais était résolu à obliger le régime à céder dans des conditions encore jamais observées dans un pays socialiste. La concession sur les prix, à laquelle s'ajoutent les prestations sociales, l'augmentation des salaires des ouvriers mal payés et d'autres avantages accordés à la fin de l'année, le tout représentant pour l'économie une charge de 24 milliards de zlotys, constitue la limite que peut atteindre l'équipe de Gierek sans mettre en danger tout le programme de réforme

POLADS(71)9/1

-3-

économique. Il faudrait savoir toutefois, si cette concession est suffisante pour empêcher une nouvelle vague de demandes à laquelle le régime ne sera pas à même de s'opposer, courant ainsi le risque d'une intervention extérieure.

2. L'avis d'annulation de l'augmentation des prix était accompagné d'une déclaration qui soulignait que cette mesure était rendue possible grâce à l'aide fraternelle reçue de l'URSS et aux perspectives favorables de la production intérieure de viande. La mention faite des crédits soviétiques a peut-être été un moyen psychologique utilisé par le régime pour lier la réduction des prix à un prêt qui devra être remboursé, rappelant ainsi au peuple que les créanciers aiment à être payés et ont souvent le moyen d'exiger le remboursement de leurs avances. Le peuple aura peut-être été ainsi averti de ne pas trop insister sur ses revendications et de ne pas pousser trop loin ses avantages.

3. On ne possède pas de renseignements précis sur le montant et le type des crédits soviétiques. Selon certains, l'aide soviétique n'aurait pas été accordée sous forme de fonds, mais sous forme de produits alimentaires que l'URSS se chargerait de livrer au Vietnam du Nord pour le compte de la Pologne, celle-ci devant la rembourser par la suite en marchandises, condition qui peut, à son tour, avoir des conséquences défavorables pour le commerce de la Pologne avec les pays de l'Ouest.

REMANIEMENTS AU SEIN DES DIRIGEANTS

4. Les remaniements au sein des dirigeants du parti et du gouvernement semblent terminés et, depuis le 8ème Plenum du Parti qui s'est tenu au début de février, l'attention paraît s'être portée sur les provinces où plusieurs premiers secrétaires ont été changés. Dans trois provinces, Katowice, Rzeszow et Poznan, les titulaires de ces emplois ont été promus à des postes supérieurs (Gierak, Barcikowski et Kruczek, respectivement) et dans six autres (Szczeco, Varsovie, Lodz, Krakow, Opole et Wroclaw) les dirigeants provinciaux ont été exclus. On s'attend à d'autres changements régionaux. Dans l'armée, le Général Korczynski, qui servait au second rang dans la hiérarchie militaire, a été relevé de son poste le 11 mars, pour donner satisfaction à la demande du public qui l'accuse d'être responsable de l'emploi de forces de sécurité lors des émeutes de décembre.

5. Ces remaniements sont importants, car il n'existe encore aucune véritable homogénéité au Politburo et Gierak n'a pas encore réussi à consolider sa situation. Selon certains rapports, Moczar reste le rival de Gierak, et il est possible que Jozef Kepa, dirigeant régional à Varsovie, et candidat au Politburo, fasse opposition à Gierak bien qu'on ne le considère

pas comme un rival sérieux et qu'on ne lui reconnaisse pas d'autorité car il ne représente que des membres locaux du parti, insatisfaits et qui craignent pour leur propre avenir politique. Cependant, à cause des nombreux et différents problèmes auxquels il doit faire face, Gierek n'est pas encore certain de rester le Chef du Parti et la question ne sera probablement réglée qu'après le Sixième Congrès du Parti, qui doit se tenir à la fin de l'année courante.

6. La personnalité des nouveaux dirigeants provinciaux est généralement mal connue et rien dans leur passé ne les désigne pour occuper leur poste actuel. Kazimierz Rokoszenwki, dans la province de Varsovie et Josef Kardys, dans la province d'Opole, qui possèdent une grande expérience des affaires régionales du Parti, font exception à cette règle. Dans deux des plus importantes provinces polonaises, les nouveaux secrétaires du Parti viennent de l'extérieur. A Krakow, le nouveau Secrétaire, Josef Klasa, a été pendant longtemps fonctionnaire au Ministère des affaires étrangères et en 1969 ambassadeur à Cuba. A Lodz, Boleslaw Koperski a occupé un poste dans les services de sécurité et au Ministère des affaires étrangères, où il a été Chef de la mission militaire polonaise à Berlin-Ouest jusqu'en 1965.

7. Les changements survenus dans les régions n'ont pas encore fait apparaître clairement des structures nouvelles, ce qui semble confirmer que le choix des nouveaux dirigeants provinciaux - et aussi les deux sièges toujours vacants au Politburo, qui comprend maintenant dix membres au lieu de douze comme autrefois - est le résultat d'un accord de compromis qui oblige Gierek à tenir compte des intérêts d'autres groupements dans le nouveau régime. Quant aux changements mêmes, on peut affirmer qu'ils ne constituent pas la "rénovation" de la politique polonaise souhaitée par Gierek.

AGRICULTURE

8. Il est impossible d'évaluer les changements, rendus publics, qui ont été apportés à la politique agricole suivie, jusqu'ici, car ils ont sans aucun doute été exagérés et la révision des programmes et des politiques n'est pas encore terminée. Les nouveaux dirigeants ont franchement reconnu les problèmes qui se posent et se sont engagés à s'efforcer de les résoudre, notamment en augmentant les investissements de 2% par rapport à l'an dernier, et en les portant à 43 milliards de zlotys. Rien n'indique qu'en ce qui concerne le système de tenure, le régime ait l'intention de renoncer à un système fondé sur la propriété privée.

9. En Pologne, environ 83% des terres arables sont actuellement détenues par des particuliers, 14% par l'Etat et seulement 2% par les coopératives. La progression de ces deux

POLADS(71)9/1

-5-

derniers régimes au cours des dix dernières années a été lente. Bien que des lois prévoient l'expropriation des terres, on n'y a recouru que rarement. C'est ainsi que la plupart des agriculteurs qui cessent d'exploiter leurs terres les louent ou les vendent à d'autres particuliers, au rythme d'environ 100.000 hectares par an.

10. La nécessité d'accroître la production agricole peut fort bien amener des changements dans la politique foncière mais rien ne fait prévoir de changements importants, peut-être parce que le régime se rend compte que c'est grâce aux agriculteurs indépendants que les résultats recherchés, notamment dans le domaine de l'élevage et de la production de viande, pourront être plus sûrement atteints.

L'ECONOMIE

11. Dans le domaine économique, les nouveaux dirigeants polonais envisagent une politique à long terme qui permettrait de répartir les ressources d'une façon plus rationnelle et d'assurer un meilleur équilibre de l'économie. Pour le proche avenir toutefois, ils ont été obligés de faire d'importantes concessions aux consommateurs sous forme de prestations sociales supplémentaires et d'une augmentation des salaires des travailleurs les moins bien payés, tout en conservant une structure illogique des prix, qu'ils avaient espéré modifier.

12. La situation à l'égard du commerce extérieur est particulièrement délicate. Les produits agricoles disponibles pour l'exportation seront sans doute moins nombreux, ce qui implique une perte de devises, qui sont indispensables pour payer le matériel acheté à l'Ouest. Pour financer les importations nécessaires, la Pologne devra peut-être rechercher de plus en plus des crédits, aussi bien auprès des pays de l'Ouest que de leurs partenaires du COMECON.

RAPPORTS ENTRE L'EGLISE ET L'ETAT

13. L'état des rapports entre l'Eglise et l'Etat reste inchangé, mais certains signes indiquent qu'ils vont en s'améliorant. Le Cardinal Wyszynski, Primat de Pologne, et le Premier ministre Jaroszewicz, ont eu le 3 mars un entretien de trois heures. Cette réunion au sommet était la première depuis 1960, époque à laquelle le Cardinal Wyszynski s'est entretenu pendant quatre heures avec Gomulka. On pense que les deux dirigeants ont discuté de l'offre, faite par le Gouvernement polonais le 25 janvier, de conférer à l'Eglise des droits de propriété dans les anciens territoires allemands. Le ton du communiqué publié le 5 mars, à l'issue de cette réunion, par la hiérarchie donne à penser que les deux dirigeants sont dans la bonne voie pour mettre fin à la querelle entre les deux pouvoirs et l'on peut prévoir le retour progressif à un modus vivendi entre l'Eglise et l'Etat.

14. Quant au Vatican, l'amélioration de ses rapports avec l'Etat polonais dépendra probablement de sa reconnaissance officielle de l'Administration polonaise des affaires de l'Eglise dans les territoires de l'Ouest, reconnaissance qui, pense-t-on, suivra la ratification du traité germano-polonais. En attendant, aucune autorité polonaise, que ce soit Wyszynski ou Jaroszewicz, ne soulève la question afin de ne pas gêner la ratification imminente du traité.

15. On pense qu'au cours de sa prochaine visite à Rome, M. Jedrychowski, Ministre des affaires étrangères, se rendra au Vatican et certains experts considèrent cette démarche comme un signe de rapprochement entre le Vatican et la Pologne. En outre, le voyage éventuel du Pape Paul VI, qui se rendra peut-être en Pologne au début du mois de mai ou au milieu du mois d'août 1971 pour prendre part à des célébrations religieuses, marquerait, s'il a lieu, un grand pas en avant vers un tel rapprochement.

REACTIONS DES PAYS DE L'EUROPE DE L'EST

16. Les pays du Pacte de Varsovie alliés de la Pologne ont probablement été tout aussi frappés par les événements de Pologne et leurs conséquences que les dirigeants polonais. Bien qu'aucun des gouvernements de ces pays n'ait fait de déclaration publique, tous éprouvent le même souci : éviter la répétition de ces événements dans d'autres pays de l'Europe de l'Est. Certains signes indiquent que tous les régimes souhaitent que Gierek réussisse à reprendre la situation en mains. Les organes d'information des autres pays de l'Europe de l'Est ont, en général, tardé à rendre compte des événements de Pologne et lorsqu'ils l'ont fait, ils ont adopté les interprétations du Gouvernement polonais.

17. Les préoccupations de l'URSS à ce sujet se manifestent dans l'aide qu'elle aurait offerte à la Pologne et peut-être aussi dans le fait que le nouveau plan quinquennal témoigne de quelque sollicitude pour le consommateur, sans doute pour devancer un mécontentement similaire en URSS. Toutefois, étant donné que la préparation du plan devait être déjà bien avancée à la mi-décembre, il ne s'agit là que d'une hypothèse. On croit également que le dirigeant soviétique Brejnev a rencontré secrètement Gierek au milieu du mois de février mais cette réunion n'a pas été confirmée.

18. Dans la République démocratique allemande, les prix des articles autres que les produits alimentaires ont été diminués et l'augmentation prévue des prix des denrées alimentaires a probablement été ajournée indéfiniment.

POLADS(71)9/1

-7-

19. Gustav Husak, l'un des dirigeants tchécoslovaques, a souligné dans un discours qu'il a prononcé à la télévision le 16 février, la nécessité de resserrer les liens entre le Parti et le peuple mais il a déclaré que le régime n'était pas obligé de prendre des mesures palliatives dans le domaine économique parce que, a-t-il dit, le public reconnaît que les améliorations apportées dans le secteur des biens de consommation l'ont été dans le courant de l'année 1970, c'est-à-dire avant les événements de Pologne. Cependant, Husak et le Premier ministre Lubomir Strougal, ont tenu avec les ouvriers une série de discussions publiques qui rappellent la visite de Gierek dans la région de la Mer Baltique. Le dirigeant tchécoslovaque serait d'accord avec Gierek, qu'il considère comme un allié éventuel.

20. En Hongrie, les milieux politiques n'ont guère réagi aux événements de Pologne. Les autorités n'ont pas augmenté les salaires, ni diminué les prix, ni promis davantage de biens de consommation, et se sont bornées à souligner le rôle des syndicats en Hongrie, comparé à celui des syndicats en Pologne. Ils n'ont pas davantage parcouru le pays pour s'entretenir avec les travailleurs.

21. En Roumanie, le Président Nicolas Ceaucescu a exprimé l'inquiétude de son parti en proposant, dans son discours du 11 février, une réforme des syndicats qui permettrait aux travailleurs de participer davantage à leurs activités. Des analystes ont aussi exprimé l'avis que le nouvel accent mis en Roumanie sur le relèvement des niveaux de vie, l'augmentation des approvisionnements en produits alimentaires et la promesse de plus grandes quantités de biens de consommation, étaient le résultat des événements de Pologne.

22. Les événements de Pologne n'ont guère eu de répercussions en Bulgarie. Certains indices donnent à penser que les politiques du régime ont été quelque peu influencées par l'agitation en Pologne (on suppose que certaines augmentations prévues des prix des biens de consommation ont été ajournées et que le régime a tenu plus grand compte des demandes et des désirs de la population), mais qu'en général, elles restent ce qu'elles étaient. La presse bulgare s'est bornée à exposer les faits en faisant largement appel à des sources polonaises.

23. L'inquiétude ressentie en Yougoslavie ne s'est pas manifestée d'une manière aussi évidente que dans les pays du Pacte. Un article paru mi-février dans un hebdomadaire de Zagreb pronostiquait avec pessimisme qu'aucune véritable réforme économique et politique n'aurait lieu en Pologne parce que Gierek craint que si d'autres événements survenaient dans ce pays, Moscou deviendrait encore plus méfiant.